



HAITI

**Allocution
de
Son Excellence Monsieur René Préal
Président de la République d'Haïti**

**à la Soixante Deuxième Session Ordinaire
de l'Assemblée Générale des Nations Unies**

New York, le 26 Septembre 2007

(Vérifier au prononcé)

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'abord de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la 62^{ème} session de notre assemblée générale. Nul doute que votre grande connaissance du monde académique alliée à votre expérience du monde politique et de l'entreprise est un atout majeur pour vous permettre de nous guider à pas sûrs dans la conduite de cette assemblée générale. Je souhaite vivement que nos débats soient fructueux et aboutissent à des résolutions pertinentes.

Permettez-moi également de saluer notre nouveau Secrétaire général, Mr Ban Ki-moon qui vient d'ailleurs de nous faire l'honneur de sa première visite en Haïti en août dernier. Nous avons la ferme conviction que le nouveau Secrétaire général mettra rapidement à contribution son expérience du système des nations unies, sa vaste culture et sa grande ouverture d'esprit pour mener à bien les réformes que la majorité des membres de notre organisation reconnaissent comme nécessaires.

Notre organisation reste, quelles que soient ses difficultés, le principal forum qui offre à tous les Etats, grands ou petits, le même espace de dialogue pour traiter des questions fondamentales concernant notre vivre ensemble et notre devenir sur cette planète. Que le Secrétaire général soit assuré du soutien des Haïtiens dans ses efforts pour accroître l'efficacité des Nations Unies et permettre à notre organisation de réaliser toutes ses potentialités.

Monsieur le Président,

Je parle ici au nom d'un peuple qui depuis 200 ans endure l'expérience d'une grande souffrance: privations matérielles de toutes sortes, vulnérabilité face aux risques naturels et aux désastres, difficulté d'accès aux soins de santé et à l'éducation, décès de centaines de milliers d'enfants pour cause de malnutrition, une population très jeune (65% au dessous de 25 ans) privée de vraies chances d'emploi etc.

Je parle au nom d'un peuple qui a l'air de se vider de lui-même lorsque ses cadres parmi les plus compétents abandonnent un quotidien difficile pour aller accroître la performance d'autres administrations ou d'autres entreprises au Canada, en France, aux Etats-Unis ou lorsque ses enfants, ses femmes enceintes et ses vieillards, fatigués de vivre une vie qui leur paraît sans issue, prennent le large, sur des embarcations de fortune, à la recherche d'une vie meilleure sous d'autres cieux.

Je parle au nom d'un Etat que ses voisins, même les plus puissants, présentent parfois comme une menace pour la sécurité de la région, parce que Haïti surgit trop souvent à l'agenda de l'assemblée générale ou du Conseil de sécurité de l'ONU avec un pesant contingent de problèmes d'insécurité ou de turbulences politiques.

Je parle au nom d'un pays que des analyses, plutôt hâtives, décrivent souvent comme un Etat en faillite parce qu'il a de la difficulté à faire fonctionner ses institutions et à organiser un espace de vie approprié pour l'ensemble de ses citoyens; parce que cet Etat est lui-même, malheureusement, fort souvent affairé à mener une guerre sans lendemain contre ses propres enfants.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Haïti est en train de dire adieu à cet Etat.

Lentement, patiemment, mais avec détermination.

Les gangs armés organisés responsables de violences directes à l'encontre de populations innocentes ont été démantelés et il n'y a plus de zone interdite pour les citoyens paisibles sur aucun espace de notre territoire.

La gouvernance de notre économie s'est considérablement améliorée :

- La planche à billets a été mise au placard, avec pour effet une inflation réduite au dessous de 10%, après avoir pavoisé pendant plusieurs années et même jusque, il y a quelques mois, dans les hauteurs de 40% ;
- Notre PIB connaît une croissance modérée mais soutenue, après avoir été négatif pendant plus de dix ans.

Nous avons patiemment œuvré à établir un climat d'apaisement et de convivialité au sein de la classe politique, ce qui est une condition essentielle pour permettre aux forces politiques du pays de mettre fin à leurs sempiternelles querelles de clans et de se mobiliser autour d'un véritable projet de reconstruction nationale.

Monsieur le Président,

Le Conseil de sécurité vient de renouveler pour une nouvelle année le mandat de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTHA). Ce renouvellement était fort à propos et nous remet à l'esprit que notre victoire sur l'insécurité, la réalisation d'élections démocratiques, l'amélioration de la gouvernance du pays, le renforcement de notre système judiciaire ont été rendus possibles grâce, en grande partie, à l'effort déployé par les forces de l'ONU dans le cadre de son programme de maintien de la paix. Certes, notre Police nationale, quoique jeune, inexpérimentée et sous

équipée a fait preuve de courage et de détermination dans la bataille contre l'insécurité; mais le soutien de la MINUSTHA à ses côtés était plus qu'appréciable.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de renouveler mes remerciements à votre organisation, au Conseil de sécurité et aux pays amis qui ont mobilisé leurs ressources propres et leurs citoyens pour venir assister les Haïtiens dans ce moment difficile de leur histoire.

Les Haïtiens, se rappelant qu'ils appartiennent à un peuple forger de liberté, qui a porté son flambeau de liberté sur de nombreuses autres rives du continent, continuent de percevoir la présence de forces armées étrangères sur leur sol comme une blessure à leur souveraineté nationale. Pourtant, au plan pratique, c'est la seule formule, disponible en ce moment, pour permettre aux Haïtiens de retrouver la liberté et de vivre dans la paix.

Il appartient maintenant aux Haïtiens de profiter de cette accalmie pour se ressaisir, repenser leur destin avec une vision positive de leur avenir, redevenir au quotidien un peuple discipliné, laborieux, respectueux de la Loi, pendant que notre Etat renforce sa cohésion interne, modernise son système judiciaire, améliore sa gouvernance et sa capacité d'intervention, pour pouvoir créer et maintenir un environnement propice à la relance économique et à un véritable développement durable.

J'ai déjà dit à plusieurs reprises mon souhait de voir la MINUSTHA se réinventer pour que ses chars d'assaut et ses mitraillettes se transforment en bulldozers affectées à rebâtir nos routes, en charrues et en houes pour aider nos paysans à rebâtir leur capacité productive. Tout le monde m'explique, sans arriver à me le faire comprendre, que cela n'est pas possible ; que l'argent des chars et des mitraillettes ne peut servir à faire du développement, à créer du bonheur.

Je ne suis pas venu à cette tribune pour ramener le débat sur la prolifération des armes et les budgets consacrés à leur fabrication et à leur circulation. Mais, Monsieur le Président, mesdames et messieurs, cela fait partie de la famille de problèmes qui ne doivent pas échapper à notre perception. Cette prise de conscience, il est vrai, n'est pas absente de l'agenda de notre organisation qui comprend de plus en plus que la propagation des maladies, la dégradation de l'environnement ne sont plus les problèmes de tel Etat ou de tels groupes d'Etats, mais font partie de la famille des menaces globales qui doivent nous interpeller, nous dirigeants de cette planète, d'une manière collective, solidaire et impérieuse.

L'adoption des Objectifs du Millénaire est un acte de prise de conscience. Cependant, à mi-chemin de l'échéance de ces objectifs, il apparaît clairement que beaucoup d'entre nous, et c'est le cas de notre pays, ne seront pas au rendez-vous des résultats fixés pour 2015, en dépit de multiples progrès accomplis ça et là.

La mobilisation des ressources pour soutenir la poursuite des Objectifs du Millénaire est une tâche plus difficile, moins euphorique ; pourtant elle est indispensable. Elle n'est pas seulement indispensable pour des raisons éthiques ou parce qu'il s'agit pour la Communauté internationale de tenir ses engagements. Les problèmes qui n'ont pu être résolus dans un Etat pauvre vont émigrer vers les Etats plus fortunés qui se trouveront ainsi comme forcés de revenir en arrière sur des problèmes qu'ils avaient déjà réglés pour eux-mêmes, à leur niveau propre.

Cette Assemblée Générale a inscrit à l'ordre du jour de la session le thème de la coopération dans la lutte contre les activités criminelles transnationales organisées. En rapport avec cette question, je voudrais mettre l'accent sur les efforts déployés dans mon pays pour lutter contre la corruption et le trafic illicite des stupéfiants.

Nous construisons les moyens, en Haïti, pour faire face à la corruption et nous avons commencé à travailler à consolider les structures de l'Etat et à envisager les réformes légales et réglementaires à mettre en place pour que ce mal endémique disparaisse de nos pratiques institutionnelles, en politique comme en affaire.

La lutte contre le trafic de la drogue est d'une autre envergure. Car, elle place en face de nous des adversaires sophistiqués, organisés et disposant de réseaux puissants au niveau international, tant dans les pays producteurs que dans les pays consommateurs.

Nous sommes sensibles aux souffrances humaines et aux bouleversements sociaux imputables à l'abus des drogues et sommes conscients des efforts qui sont faits pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes principalement dans les pays de grande consommation. Cependant, ce trafic a des effets néfastes sur les structures économiques, sociales et politiques des petits Etats comme le nôtre et fait peser une menace grave sur leur souveraineté et leur sécurité.

L'approche qui s'est dégagée, à partir de diverses conférences internationales, vise à travailler sur la prévention et la réduction de la demande dans les pays consommateurs, la réduction de l'offre dans les pays producteurs et la suppression des réseaux de trafiquants.

Haïti et la République Dominicaine sont dans l'axe d'échange d'un des flux les plus intenses entre les producteurs de l'Amérique du Sud et les consommateurs de l'Amérique du Nord. Nous avons la ferme volonté d'aider les Etats-Unis et le Canada à éliminer la drogue qui arrive sur leur sol en prenant notre territoire comme lieu de transit. Mais nous ne pouvons faire face seul à ce fléau et nos efforts pour améliorer la surveillance de nos frontières terrestres, maritimes et aériennes et renforcer nos institutions se heurtent à la puissance des réseaux mis en place par les trafiquants.

Notre pays dispose d'un Accord avec les Etats-Unis d'Amérique signé le 17 octobre 1997 en vue de mettre fin au trafic illicite par mer de la drogue. Si dans le cadre de cet accord les Etats-Unis mobilisent suffisamment de moyens pour contrer l'audace des trafiquants, un pas de géant pourrait être fait dans la réduction du flux qui arrive sur leur territoire.

En janvier 2007, j'ai émis l'idée d'un Sommet régional sur la drogue, la sécurité et la coopération. Ce sommet a eu lieu en République Dominicaine le 16 mars 2007 et la Déclaration finale de ce sommet plaide en faveur du renforcement des mécanismes de coopération dans la région tout en lançant un appel aux pays consommateurs pour qu'ils augmentent leurs aides financières, techniques et de formations aux Etats de transit pris au piège de ce trafic.

Le Gouvernement haïtien s'est réjoui du soutien apporté par l'Organisation des Etats Américains et certains Etats intéressés par la question à la tenue de ce Sommet. Nous avons déjà commencé à mettre en œuvre le plan d'action ambitieux qui y a été adopté. Nous espérons pouvoir recevoir l'appui de la Communauté internationale toute entière dans la lutte implacable que nous menons contre ce fléau.

Les solutions apportées aux problèmes que nous venons de mentionner seront sans doute sans lendemain si l'on ne s'attaque pas de façon urgente à la question de développement économique du pays. Car, comme le dit si bien l'un des documents produits par le Secrétariat Général : « Le développement est l'autre nom de la Paix »

Il découle de ce constat qu'il nous faut acquérir une nouvelle culture de solidarité internationale fondée sur une approche globale et coordonnée, dans laquelle la lutte contre la pauvreté va de pair avec le développement soutenable ; une approche dans laquelle l'aide au

développement et la lutte contre l'insécurité font pendant à l'effort des pays plus développés pour ouvrir leurs marchés, encourager les flux d'investissement direct étranger et les transferts de technologie et soutenir le secteur privé et les initiatives entrepreneuriales ; une approche globale dans laquelle riches et pauvres prennent conscience qu'ils sont co-proprétaires de cette planète et que son destin est entre nos mains à tous.

Merci de votre attention !